Après le 12 avril, amplifions la lutte contre le « gouvernement de combat » PS-Medef

Près de 50 000 personnes ont manifesté samedi 12 avril contre les mesures anti-sociales du gouvernement. Et il était temps ! Car l'équipe Hollande-Ayrault s'est déjà largement employée à servir la soupe au Medef, et l'équipe de rechange menée par Valls ne fait qu'annoncer de nouveaux cadeaux à nos exploiteurs !

Le plan de Hollande-Valls contre les travailleurs/ses

Dans son discours de politique générale, Valls a décliné un ensemble de mesures concrètes pour les patrons :

- La pérennisation des 20 milliards de baisse d'impôts du CICE (crédit impôt compétitivité emploi) ;
- La suppression de toutes les cotisations patronales au niveau du SMIC et leur baisse jusqu'à 1,6 SMIC (4,5 milliards) ;
- La diminution des cotisations patronales familiales (4,5 milliards)
- Une baisse supplémentaire des cotisations patronales familiales pour les artisans (1 milliard).

Cela fait donc 10 milliards supplémentaire (en plus des 20 milliards du CICE) de baisse du « coût du travail ». Mais les cadeaux pour les patrons vont encore au delà :

- Baisse de l'impôt sur les sociétés : fin de la surtaxe pour les grosses entreprises et diminution du taux général (à l'horizon 2020) de 33% à 28% ;
- Suppression d'ici trois ans du C3S, un impôt basé sur le chiffre d'affaires qui touche avant tout les grandes entreprises ;
- Élimination de dizaines de petites taxes complexes.

Ainsi, c'est environ 10 milliards de baisse d'impôts pour les patrons qui sont d'ores et déjà programmées d'ici 2017, en plus des 30 milliards de baisse du « coût du travail ».

Valls a par contre été très discret sur les énormes réductions de dépenses qu'il devra trouver (au moins 50 milliards en trois ans) pour financer ces cadeaux.

On sait depuis le 16 avril que ces coupes vont toucher les services publics (l'État central pour 18 milliards et les collectivités locales pour 11 milliards) et la protection sociale (21 milliards). La suppression de la moitié des régions permettra au gouvernement de purger les effectifs de la fonction publique, et de réduire les prestations pour les usagers.

De façon grotesque, le gouvernement nous fait croire que le pacte de responsabilité serait complété par un « pacte de solidarité » de 5 milliards d'ici à 2017 pour les ménages. Ainsi, la mesure phare de Valls est la baisse des cotisations salariales pour les bas salaires. Mais l'escroquerie consiste à présenter cela comme une hausse des salaires ! Or, une hausse des cotisations salariales sans augmentation du salaire brut consiste à augmenter (très peu) le salaire direct et à diminuer le salaire socialisé. Autrement dit, cela se traduira soit par une baisse des prestations sociales, soit par une hausse supplémentaire (s'ajoutant aux 12 milliards d'impôts supplémentaires de cette année) des impôts pour garder le même niveau de prestations. Ainsi, la seule mesure présentée comme « sociale » ne fait que contribuer à fragiliser encore un peu plus la Sécurité sociale ! Et nous avons appris le 16 avril que Valls « reportait » d'une année la revalorisation du RSA qui était prévue par le « plan pauvreté ». Vive le « pacte de solidarité » !

Et à présent, la vieille ficelle des ballons d'essai est utilisée tous azimut :

- La Cour des compte préconise le 13 avril des coupes dans le budget logement, notamment dans les APL des étudiants… Jean-Marie Le Guen puis Michel Sapin ne démentent pas… Puis le lendemain, Fioraso dément, l'information rendant visiblement fébrile dans le mouvement étudiant.
- Quant à Pierre Gattaz, président du Medef, il a proposé rien de moins que l'introduction d'un SMIC au rabais. Une idée qui semble un peu excessive à Laurence Parisot, qui parle de « logique esclavagiste ». Il faut dire que Pierre Gattaz s'est peut-être inspiré d'un expert esclavagiste, Pascal Lamy, ce bonhomme tellement socialiste qu'il est devenu Directeur Général de l'OMC. Et Hollande a pris le temps de déjeuner avec trois économistes proches du PS (Aghion, Cette, Cohen) qui viennent de sortir un livre s'attaquant au « tabou » du SMIC. C'est donc une idée parfaitement dans l'air du temps, qui pourrait se concrétiser au moment opportun (pour eux)…

Manifestation du 12 avril : enfin une mobilisation du camp des travailleur-se-s !

Face à ce tableau, il était temps que les organisations politiques et syndicales qui se revendiquent de la défense des travailleur-se-s donnent un signal de rassemblement commun pour dire clairement que nous ne nous laisseront pas faire ! Le NPA a donc eu raison de lancer cette idée, d'autant plus que nous se supportions plus de voir le FN, les « manifs pour tous » et autre « jours de colère » être les seuls à apparaître comme opposants. Lutte ouvrière, malgré les critiques justes qu'elle peut faire, fait une grave erreur en refusant de joindre ses forces à ce début d'initiative de lutte ouvrière !

Le Front de gauche a repris cette idée à son compte, et a pu d'autant mieux imposer ses conceptions que la direction du NPA, qui a signé un appel « unitaire » creux contre l'austérité, est « structurellement » suiviste à l'égard du Front de gauche :

- Le Front de gauche veut une inflexion « à gauche » du gouvernement, avec une

nouvelle majorité dans la majorité, autour du Front de gauche, des Verts et de la gauche du PS. Mélenchon et Laurent nous font croire qu'on pourrait rompre avec les politiques d'austérité sans rompre avec le capitalisme et l'UE. C'est un mensonge. Ils ne souhaitent pas construire un mouvement d'ensemble, une grève générale pour stopper le gouvernement. Cette manifestation est pour eux une simple démonstration de force symbolique, mais les choses sérieuses se jouent pour eux lors des élections — ils visent notamment un bon score aux européennes.
- Nous voulons au contraire construire la grève générale, contre la politique d'accompagnement des directions syndicales (amies du Front de gauche) qui protègent le gouvernement de la colère ouvrière. Et nous expliquons que pour sortir de la crise et de l'austérité, il faut rompre avec le capitalisme et ses institutions nationales et européennes. Pour empêcher les licenciements, il faut exproprier les capitalistes. Pour satisfaire les besoins sociaux, il faut un gouvernement des travailleurs/ses qui organise la production et le partage du temps de travail entre tous et toutes.

Le 12 avril peut constituer un point de départ pour une mobilisation d'ampleur contre le gouvernement. Des équipes syndicales ont désobéi aux bureaucrates enkystés dans la cogestion du système et ont appelé à la manifestation. Il faut désormais que notre parti, le NPA, prenne ses responsabilités et lance des initiatives pour coordonner les travailleurs/ses en lutte, et pour coordonner les militant-e-s lutte de classe dans les syndicats. Les bureaucrates et les réformistes sont organisés pour bloquer tout ce qui pourrait menacer leur politique de « dialogue social » avec le gouvernement. Il faut donc que nous nous organisions et c'est le rôle d'un parti anticapitaliste d'aider à l'auto-organisation de la classe ouvrière face aux imposteurs qui prétendent la représenter.

Le refus de la CGT, principale confédération syndicale, d'appeler à cette manifestation est aussi un immense obstacle pour inverser le rapport de force. De nombreux cégétistes ne l'ont pas compris, et c'est un bon signe que des équipes ou fédérations aient pris l'initiative d'y appeler.

Il faut un plan de bataille avec des mots d'ordre clairs !

Nous n'avons pas l'illusion qu'une manifestation suffira à enrayer quoi que ce soit. Le gouvernement et les capitalistes derrière lui sont bien trop décidés à frapper fort pour redresser leur rentabilité face à leurs concurrents. Il n'y a pas de « dialogue social » possible : ils ne reculeront que si nous leur imposons un rapport de force en les touchant au portefeuille par des grèves massives, et si nous les menaçons par une grève générale. Bien sûr, cela ne se décrète pas, cela se construit. Or, les dirigeants syndicaux comme Le Paon, enkystés dans la cogestion du système, refusent obstinément de s'engager dans cette voie. Stop aux discours sur la négociation de « contreparties », on doit exiger le retrait de chacune de leurs réformes ! Des syndicalistes prêts à en découdre, il y en a. Pour arrêter de les désespérer, il faut que les militant-e-s conscients du problème se regroupent et se coordonnent autant que

possible pour contraindre nos « représentants » à engager une lutte digne de ce nom sur des mots d'ordre clairs :

- Abrogation du CICE ; retrait du pacte de responsabilité : aucune baisse de cotisation sociale, aucune baisse d'impôt pour les patrons, aucune coupe dans les dépenses publiques !
- Smic à 1 700 € net et hausse générale des salaires de 300 € !
- Expropriation des entreprises qui licencient : nationalisation sous contrôle des travailleurs !

C'est une tâche centrale que les militant-e-s du NPA doivent, selon nous, prendre à bras-le-corps.

Il ne faut en tout cas pas compter sur les bureaucrates et les réformistes. Lors de la réunion unitaire du 15 avril, ils ont refusé toute perspective de manifestation centrale avant la rentrée de septembre, et ils ne proposent que des initiatives qui feront rigoler le gouvernement : votation citoyenne, assises citoyennes et autres plaisanteries. Le NPA doit donc prendre ses responsabilités et proposer une initiative concrète aux secteurs les plus combatifs du mouvement ouvrier.

A défaut d'autres échéances, nous serons le 1er mai aux côtés des travailleur-se-s, pour dire haut et fort que la lutte de classe est plus que jamais d'actualité.

Gaston Lefranc; Julien Varlin, le 17 avril 2014